

## RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

## ARRETES DU MAIRE - Services techniques

AVRIL 2021

ARST_2021_055	SARL CACCAMO POUR TRAVAUX AU 12 RUE BENIGNE DEREY DU 12.04.21 AU 30.04.21	1-3
ARST_2021_056	TRAVAUX BOUYGUES-CITELUM R. BECQUEREL ET R. DE LONGVIC ONDIJON CIRCULATION_DU 12.04.21 AU 16.04.21	4-5
ARST_2021_057	TRAVAUX BOUYGUES-CITELUM R. BECQUEREL ET R. DE LONGVIC ONDIJON STATIONNEMENT_DU 12.04.21 AU 16.04.21	6-7
ARST_2021_058	TRAVAUX DESERTOT DU 48 AU 50 R. ROGER SALENGRO SUEZ CIRCULATION_DU 19.04.21 AU 23.04.21	8-9
ARST_2021_059	TRAVAUX DESERTOT DU 48 AU 50 R. ROGER SALENGRO SUEZ STATIONNEMENT_DU 19.04.21 AU 23.04.21	10-11
ARST_2021_060	TRAVAUX DIJON ASSAINISSEMENT AU 18 R. ANTOINE DE ST EXUPERY_DU 27.04.21 AU 07.05.21	12-13
ARST_2021_061	TRAVAUX E.T.M AU 50 RUE LEON GAMBETTA ODIVEA CIRCULATION_DU 26.04.21 AU 07.05.21	14-15
ARST_2021_062	TRAVAUX E.T.M AU 50 RUE LEON GAMBETTA ODIVEA STATIONNEMENT_DU 26.04.21 AU 07.05.21	16-17
ARST_2021_063	PROROGATION TRAVAUX LHTP RUE DE LONGVIC BOUYGUES TELECOM CIRCULATION_DU 05.04.21 AU 07.05.21	18-19
ARST_2021_064	PROROGATION TRAVAUX LHTP RUE DE LONGVIC BOUYGUES TELECOM STATIONNEMENT_DU 05.04.21 AU 07.05.21	20-21
ARST_2021_065	PROROGATION TRAVAUX LHTP 54 R. DE LONGVIC BOUYGUES TRELECOM CIRCULATION_DU 05.04.21 AU 07.05.21	22-23
ARST_2021_066	PROROGATION TRAVAUX LHTP 54 R. DE LONGVIC BOUYGUES TELECOM STATIONNEMENT_DU 29.03.21 AU 07.05.21	24-25
ARST_2021_067	STATIONNEMENT POUR TRAVAUX RUE OLYMPE DE GOUGES	26-28

## **ARRÊTÉ DU MAIRE**

### **Le Maire,**

Vu le Code général des collectivités territoriales,  
Vu le Code de la route,  
Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation routière,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, du personnel et le bon déroulement des travaux de muret chez MME BRUARD Sylvie, il y a lieu de réglementer temporairement l'occupation du domaine public et le stationnement devant le 12 rue Benigne Dery.

### **ARRÊTE**

#### **Article 1 :**

Afin de permettre le bon déroulement des travaux de muret chez MME BRUARD Sylvie, il convient d'autoriser l'occupation du domaine public sur trottoir au droit du 12 rue Bénigne Dery sur 25 ml (plan ci-joint).

Le stationnement de tous véhicules, autres que ceux liés à l'exécution des travaux, sera strictement interdit sur cette zone.

#### **Article 2 :**

**Cet arrêté est exécutoire à compter du 12/04/2021 jusqu'au 30/04/2021.**

#### **Article 3 :**

Cet arrêté doit obligatoirement être affiché par l'entreprise SARL CACCAMO sur le chantier, pendant toute la durée du chantier.

#### **Article 4 :**

Tout véhicule en infraction aux règles de stationnement susvisées sera considéré comme conférant un caractère gênant au sens de l'article R 417-10 du code de la route et pourra être mis en fourrière, étant précisé que les frais seront à la charge du titulaire de la carte grise du véhicule enlevé.

#### **Article 5 :**

Une signalisation temporaire à l'aide de panneaux réglementaires sera mise en place par l'équipe du Centre Technique Municipal, sous le contrôle de la Police Municipale.

#### **Article 6 :**

Messieurs les Agents de la Force Publique, Police Nationale et les Policiers Municipaux seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

#### **Article 7 :**

Copie du présent arrêté sera adressée à :  
Monsieur le Président de Dijon Métropole,  
Monsieur le Directeur de la Police Nationale,  
Monsieur le Directeur Général des Services,  
Monsieur le Directeur des Services Techniques,  
Madame BRUARD Sylvie,  
Centre Technique Municipal,

Police Municipale,  
Affichage.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : Joëlle BQILEAU

Date : 04/04/2021

Qualité : 7ème Adjointe





Chemin des Clos du  
des Manges  
Pierre Coudé

12 Rue Bénéigne Darcy  
Chénoué, Bourgogne-Franche-Comté  
Google  
Street View

25 mètres  
Rue Bénéigne Darcy

**ARRÊTÉ DU MAIRE****Le Maire,**

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-6

VU le Code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 413-1

VU l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière et notamment le livre 1, 2ème partie, signalisation de danger et le livre 1, 4ème partie, signalisation de prescription

VU la demande de travaux effectuée sous le numéro 211043 par laquelle il est demandé l'autorisation d'installer un chantier dans l'emprise de la voirie au bénéfice de l'entreprise BOUYGUES-CITELUM pour le compte de ONDIJON

VU la permission de travaux sur la voie publique délivrée par Dijon métropole, autorisant le demandeur à engager sur son domaine les travaux objets de la demande susvisée et fixant les prescriptions relatives à cette autorisation

VU le permis de stationnement autorisant l'entreprise BOUYGUES-CITELUM à installer le chantier relatif à la demande sus-visée et fixant les prescriptions relatives à cette autorisation

**CONSIDÉRANT**

que pour assurer la sécurité et limiter les perturbations à la circulation lors du déroulement des travaux sur la signalisation verticale (feux tricolores) que doit réaliser

l'entreprise BOUYGUES-CITELUM pour le compte de ONDIJON, il est nécessaire de prendre des mesures spéciales de restriction de la circulation : RUE ANTOINE BECQUEREL

**ARRÊTE****Article 1**

A TITRE TEMPORAIRE - POUR CAUSE DE TRAVAUX  
NEUTRALISATION DE VOIE et LIMITATION DE VITESSE

RUE ANTOINE BECQUEREL, de la RUE DE LONGVIC jusqu'au 2 (Chenôve), à compter du 12/04/2021 et jusqu'au 16/04/2021, rétrécissement de chaussée, les prescriptions suivantes s'appliquent.

La circulation des piétons est interdite sur le trottoir.

Pour permettre aux piétons de circuler en toute sécurité, l'entreprise matérialisera un cheminement. Ce passage, d'un mètre quarante de largeur minimum, sera délimité au moyen de barrières.

La circulation des véhicules est interdite sur la voie de gauche et alternativement, en fonction des besoins de travaux, la voie de droite. Les véhicules circuleront sur la voie adjacente affectée au même sens de circulation.

La vitesse maximale autorisée des véhicules est fixée à 30 km/h.

**Article 2**

La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière sera mise en place par l'entreprise BOUYGUES-CITELUM.

**Article 3**

Le présent arrêté devra être affiché visiblement sur les lieux.

**Article 4**

Ampliation du présent arrêté sera adressée à :

- Monsieur le Directeur de la Police Nationale,
- Monsieur le Directeur des Services Techniques

- Police Municipale de Chenôve
- L'entreprise BOUYGUES-CITELUM
- ONDIJON

chargés, chacun en ce qui le concerne, d'en assurer l'exécution.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : Joëlle BOILEAU

Date : 07/04/2021

Qualité : 7ème Adjointe



**ARRÊTÉ DU MAIRE****Le Maire,**

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-6

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des collectivités territoriales

VU le Code général de la propriété des personnes publiques

VU le Code de la voirie routière,

VU la demande effectuée sous le numéro 211043 par laquelle BOUYGUES-CITELUM pour le compte de ONDIJON sollicite l'autorisation d'occuper le domaine public pour réaliser son chantier

VU la permission de travaux sur la voie publique délivrée par Dijon métropole, autorisant BOUYGUES-CITELUM pour le compte de ONDIJON à engager sur son domaine les travaux objets de la demande sus-visée et fixant les prescriptions relatives à cette autorisation

**CONSIDÉRANT**

que pour assurer la sécurité et limiter les perturbations sur l'espace public lors du déroulement des travaux relatifs à la demande susvisée que doit assurer l'entreprise BOUYGUES-CITELUM pour le compte de ONDIJON, il est nécessaire de délivrer un permis de stationnement définissant les conditions d'installation du chantier RUE ANTOINE BECQUEREL

que cette occupation temporaire, pour la réalisation d'un chantier, n'est pas soumise à l'obligation de sélection prévue par l'article L22212-1-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.

**ARRÊTE****Article 1**

L'entreprise BOUYGUES-CITELUM est autorisée sous réserve de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, à occuper le domaine public RUE ANTOINE BECQUEREL, de la RUE DE LONGVIC jusqu'au 2 (Chenôve) sur trottoir et sur chaussée, conformément à l'emprise de chantier définie dans la demande susvisée : à compter du 12/04/2021 jusqu'au 16/04/2021.

**Article 2**

La signalisation sera conforme à la réglementation en vigueur à la date de l'occupation de la dépendance domaniale, telle qu'elle résulte notamment de l'instruction sur la signalisation routière (livre I - 8ème partie - signalisation temporaire) approuvée par arrêté interministériel. Par ailleurs, la signalisation permanente qui viendrait à être masquée ou déposée à l'occasion du chantier devra être rétablie.

L'entreprise BOUYGUES-CITELUM doit, en outre et le cas échéant, respecter les prescriptions particulières de l'arrêté de police réglementant la circulation à l'occasion du chantier.

L'entreprise BOUYGUES-CITELUM a la charge de la signalisation et est responsable des accidents pouvant survenir par défaut ou insuffisance de cette signalisation, qui doit être maintenue de jour comme de nuit.

L'entreprise BOUYGUES-CITELUM devra également maintenir en bon état de propreté, pendant toute la durée des travaux, l'espace qui lui est alloué et ses alentours. A la fin des travaux, le domaine public devra être laissé en parfait état. A défaut, la remise en état en sera effectuée par la collectivité au frais du pétitionnaire.

**Article 3 :** Validité et renouvellement de l'autorisation

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, et ne confère aucun droit réel à son titulaire : elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité.

En cas de révocation de l'autorisation ou au terme de sa validité en cas de non-renouvellement, son bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre immédiatement les lieux dans leur état primitif. En cas d'inexécution, procès-verbal sera dressé à son encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation.

**Article 4**

Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée. Son titulaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de la réalisation de ses travaux ou de l'installation de ses biens mobiliers.

Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions définies précédemment, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme duquel la collectivité se substituera à lui. Les frais de cette intervention seront à la charge du bénéficiaire et récupérés par l'administration comme en matière de contributions directes.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

**Article 5**

Ampliation du présent arrêté sera adressée à :

- Monsieur le Directeur de la Police Nationale,
- Monsieur le Directeur des Services Techniques
- Police Municipale de Chenôve
- L'entreprise BOUYGUES-CITELUM
- ONDIJON

chargés, chacun en ce qui le concerne, d'en assurer l'exécution.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : Joëlle BQILEAU

Date : 07/04/2021

Qualité : 7ème Adjointe



**ARRÊTÉ DU MAIRE****Le Maire,**

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-6

VU le Code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 413-1

VU l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière et notamment le livre 1, 2ème partie, signalisation de danger et le livre 1, 4ème partie, signalisation de prescription

VU la demande de travaux effectuée sous le numéro 211035 par laquelle il est demandé l'autorisation d'installer un chantier dans l'emprise de la voirie au bénéfice de l'entreprise DESERTOT pour le compte de SUEZ

VU la permission de travaux sur la voie publique délivrée par Dijon métropole, autorisant le demandeur à engager sur son domaine les travaux objets de la demande susvisée et fixant les prescriptions relatives à cette autorisation

VU le permis de stationnement autorisant l'entreprise DESERTOT à installer le chantier relatif à la demande sus-visée et fixant les prescriptions relatives à cette autorisation

**CONSIDÉRANT**

que pour assurer la sécurité et limiter les perturbations à la circulation lors du déroulement des travaux sur réseaux d'assainissement que doit réaliser l'entreprise DESERTOT pour le compte de SUEZ, il est nécessaire de prendre des mesures spéciales de restriction de la circulation : RUE ROGER SALENGRO

**ARRÊTE****Article 1**

A TITRE TEMPORAIRE - POUR CAUSE DE TRAVAUX

NEUTRALISATION DE VOIE, LIMITATION DE VITESSE et CIRCULATION ALTERNEE du 50 au 46 RUE ROGER SALENGRO (Chenôve), à compter du 19/04/2021 et jusqu'au 23/04/2021, les prescriptions suivantes s'appliquent.

La circulation des piétons est interdite sur le trottoir. La circulation est rendue libre chaque soir.

Pour permettre aux piétons de circuler en toute sécurité, l'entreprise matérialisera un cheminement. Ce passage, d'un mètre quarante de largeur minimum, sera délimité au moyen de barrières.

La largeur de la chaussée sera rétrécie et la circulation se fera par alternat sur une longueur maximale de 30 mètre(s), réglé par feux tricolores. La circulation est rendue libre chaque soir.

La vitesse maximale autorisée des véhicules est fixée à 30 km/h.

**Article 2**

La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière sera mise en place par l'entreprise DESERTOT.

**Article 3**

Le présent arrêté devra être affiché visiblement sur les lieux.

**Article 4**

Ampliation du présent arrêté sera adressée à :

- Monsieur le Directeur de la Police Nationale,
- Monsieur le Directeur des Services Techniques
- Police Municipale de Chenôve
- L'entreprise DESERTOT

- SUEZ

chargés, chacun en ce qui le concerne, d'en assurer l'exécution.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : Joëlle BQILEAU

Date : 07/04/2021

Qualité : 7ème Adjointe

**ARRÊTÉ DU MAIRE****Le Maire,**

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-6

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des collectivités territoriales

VU le Code général de la propriété des personnes publiques

VU le Code de la voirie routière,

VU la demande effectuée sous le numéro 211035 par laquelle DESERTOT pour le compte de SUEZ sollicite l'autorisation d'occuper le domaine public pour réaliser son chantier

VU la permission de travaux sur la voie publique délivrée par Dijon métropole, autorisant DESERTOT pour le compte de SUEZ à engager sur son domaine les travaux objets de la demande sus-visée et fixant les prescriptions relatives à cette autorisation

**CONSIDÉRANT**

que pour assurer la sécurité et limiter les perturbations sur l'espace public lors du déroulement des travaux relatifs à la demande susvisée que doit assurer l'entreprise DESERTOT pour le compte de SUEZ, il est nécessaire de délivrer un permis de stationnement définissant les conditions d'installation du chantier RUE ROGER SALENGRO que cette occupation temporaire, pour la réalisation d'un chantier, n'est pas soumise à l'obligation de sélection prévue par l'article L22212-1-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.

**ARRETE****Article 1**

L'entreprise DESERTOT est autorisée sous réserve de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, à occuper le domaine public du 50 au 46 RUE ROGER SALENGRO (Chenôve) sur trottoir et sur chaussée, conformément à l'emprise de chantier définie dans la demande susvisée : à compter du 19/04/2021 jusqu'au 23/04/2021.

**Article 2**

La signalisation sera conforme à la réglementation en vigueur à la date de l'occupation de la dépendance domaniale, telle qu'elle résulte notamment de l'instruction sur la signalisation routière (livre I - 8ème partie - signalisation temporaire) approuvée par arrêté interministériel. Par ailleurs, la signalisation permanente qui viendrait à être masquée ou déposée à l'occasion du chantier devra être rétablie.

L'entreprise DESERTOT doit, en outre et le cas échéant, respecter les prescriptions particulières de l'arrêté de police réglementant la circulation à l'occasion du chantier.

L'entreprise DESERTOT a la charge de la signalisation et est responsable des accidents pouvant survenir par défaut ou insuffisance de cette signalisation, qui doit être maintenue de jour comme de nuit.

L'entreprise DESERTOT devra également maintenir en bon état de propreté, pendant toute la durée des travaux, l'espace qui lui est alloué et ses alentours. A la fin des travaux, le domaine public devra être laissé en parfait état. A défaut, la remise en état en sera effectuée par la collectivité au frais du pétitionnaire.

**Article 3 :** Validité et renouvellement de l'autorisation

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, et ne confère aucun droit réel à son titulaire : elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité.

En cas de révocation de l'autorisation ou au terme de sa validité en cas de non-renouvellement, son bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre immédiatement les lieux dans leur état primitif. En cas d'inexécution, procès-verbal sera dressé à son encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation.

#### **Article 4**

Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée. Son titulaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de la réalisation de ses travaux ou de l'installation de ses biens mobiliers.

Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions définies précédemment, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme duquel la collectivité se substituera à lui. Les frais de cette intervention seront à la charge du bénéficiaire et récupérés par l'administration comme en matière de contributions directes.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

#### **Article 5**

Ampliation du présent arrêté sera adressée à :

- Monsieur le Directeur de la Police Nationale,
- Monsieur le Directeur des Services Techniques
- Police Municipale de Chenôve
- L'entreprise DESERTOT
- SUEZ

chargés, chacun en ce qui le concerne, d'en assurer l'exécution.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : Joëlle BOILEAU

Date : 07/04/2021

Qualité : 7ème Adjointe

**ARRÊTÉ DU MAIRE****Le Maire,**

Vu le Code général des collectivités territoriales,  
Vu le Code de la route,  
Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation routière,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, du personnel et le bon déroulement des travaux par l'entreprise Dijon Assainissement, il y a lieu de réglementer temporairement l'occupation du domaine public et le stationnement devant le 18 rue Antoine de St Exupéry.

**ARRÊTE****Article 1 :**

L'entreprise Dijon Assainissement, est autorisée à occuper le domaine public au 18 rue Antoine de Saint Exupéry sur 9 places de stationnement devant l'entrée de la résidence Les Vignes Blanches (plan ci-joint).

Le stationnement de tous véhicules, autres que ceux liés à l'exécution des travaux, sera strictement interdit sur le secteur global impacté par les travaux.

**Article 2 :**

**Cet arrêté est exécutoire à compter du 27/04/2021 jusqu'au 07/05/2021.**

**Article 3 :**

Cet arrêté doit obligatoirement être affiché par l'entreprise Dijon Assainissement sur le chantier, pendant toute la durée du chantier.

**Article 4 :**

Tout véhicule en infraction aux règles de stationnement susvisées sera considéré comme conférant un caractère gênant au sens de l'article R 417-10 du code de la route et pourra être mis en fourrière, étant précisé que les frais seront à la charge du titulaire de la carte grise du véhicule enlevé.

**Article 5 :**

Une signalisation temporaire à l'aide de panneaux réglementaires sera mise en place par l'équipe du Centre Technique Municipal, sous le contrôle de la Police Municipale.

**Article 6 :**

Messieurs les Agents de la Force Publique, Police Nationale et les Policiers Municipaux seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**Article 7 :**

Copie du présent arrêté sera adressée à :  
Monsieur le Président de Dijon Métropole,  
Monsieur le Directeur de la Police Nationale,  
Monsieur le Directeur Général des Services,  
Monsieur le Directeur des Services Techniques,  
Cabinet Soulard,  
Centre Technique Municipal,



Police Municipale,  
Affichage.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : Joëlle BOILEAU

Date : 09/04/2021

Qualité : 7ème Adjointe

**ARRÊTÉ DU MAIRE****Le Maire,**

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-6

VU le Code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 413-1 et R.417-10

VU l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière et notamment le livre 1, 2ème partie, signalisation de danger et le livre 1, 4ème partie, signalisation de prescription

VU la demande de travaux effectuée sous le numéro 211159 par laquelle il est demandé l'autorisation d'installer un chantier dans l'emprise de la voirie au bénéfice de l'entreprise E.T.M. pour le compte de ODIVEA

VU la permission de travaux sur la voie publique délivrée par Dijon métropole, autorisant le demandeur à engager sur son domaine les travaux objets de la demande susvisée et fixant les prescriptions relatives à cette autorisation

VU le permis de stationnement autorisant l'entreprise E.T.M. à installer le chantier relatif à la demande sus-visée et fixant les prescriptions relatives à cette autorisation

**CONSIDÉRANT**

que pour assurer la sécurité et limiter les perturbations à la circulation lors du déroulement des travaux sur réseaux d'eau potable que doit réaliser l'entreprise E.T.M. pour le compte de ODIVEA, il est nécessaire de prendre des mesures spéciales de restriction de la circulation : RUE LEON GAMBETTA

**ARRÊTE****Article 1**

A TITRE TEMPORAIRE - POUR CAUSE DE TRAVAUX  
CIRCULATION ALTERNEE, LIMITATION DE VITESSE, NEUTRALISATION DE VOIE et  
INTERDICTION DE STATIONNEMENT

50 RUE LEON GAMBETTA (Chenôve), à compter du 26/04/2021 et jusqu'au 07/05/2021, les prescriptions suivantes s'appliquent.

La circulation des piétons est interdite sur le trottoir.

Les piétons devront emprunter le trottoir d'en face. La signalisation suivante sera mise en place de part et d'autre du chantier au niveau des traversées piétons : panneau "Piétons, traversez" ou si la situation ne le permet pas 30 mètres avant le chantier : panneau "Piétons, traversez" + AK5 + panneau "Traversée de piétons".

La largeur de la chaussée sera rétrécie et la circulation se fera par alternat sur une longueur maximale de 30 mètre(s), suivant les règles générales du Code de la Route. La circulation est rendue libre chaque soir.

La vitesse maximale autorisée des véhicules est fixée à 30 km/h.

Le stationnement des véhicules est interdit des deux côtés sur une longueur de 20 mètres.

Le non-respect des dispositions prévues aux alinéas précédents est considéré comme gênant au sens de l'article R. 417-10 du Code de la route.

**Article 2**

La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière sera mise en place par l'entreprise E.T.M..

**Article 3**

Le présent arrêté devra être affiché visiblement sur les lieux.

**Article 4**

Ampliation du présent arrêté sera adressée à :

- DGAST,
- Monsieur le Directeur de la Police Nationale,
- Monsieur le Directeur des Services Techniques
- Police Municipale de Chenôve
- L'entreprise E.T.M.
- ODIVEA

chargés, chacun en ce qui le concerne, d'en assurer l'exécution.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : Joëlle BOILEAU

Date : 16/04/2021

Qualité : 7ème Adjointe

**ARRÊTÉ DU MAIRE****Le Maire,**

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-6  
VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des collectivités territoriales  
VU le Code général de la propriété des personnes publiques  
VU le Code de la voirie routière,  
VU la demande effectuée sous le numéro 211159 par laquelle E.T.M. pour le compte de ODIVEA sollicite l'autorisation d'occuper le domaine public pour réaliser son chantier  
VU la permission de travaux sur la voie publique délivrée par Dijon métropole, autorisant E.T.M. pour le compte de ODIVEA à engager sur son domaine les travaux objets de la demande sus-visée et fixant les prescriptions relatives à cette autorisation

**CONSIDÉRANT**

que pour assurer la sécurité et limiter les perturbations sur l'espace public lors du déroulement des travaux relatifs à la demande susvisée que doit assurer l'entreprise E.T.M. pour le compte de ODIVEA, il est nécessaire de délivrer un permis de stationnement définissant les conditions d'installation du chantier RUE LEON GAMBETTA  
que cette occupation temporaire, pour la réalisation d'un chantier, n'est pas soumise à l'obligation de sélection prévue par l'article L22212-1-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.

**ARRÊTE****Article 1**

L'entreprise E.T.M. est autorisée sous réserve de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, à occuper le domaine public 50 RUE LEON GAMBETTA (Chenôve) sur chaussée, conformément à l'emprise de chantier définie dans la demande susvisée : à compter du 26/04/2021 jusqu'au 07/05/2021.

**Article 2**

La signalisation sera conforme à la réglementation en vigueur à la date de l'occupation de la dépendance domaniale, telle qu'elle résulte notamment de l'instruction sur la signalisation routière (livre I - 8ème partie - signalisation temporaire) approuvée par arrêté interministériel. Par ailleurs, la signalisation permanente qui viendrait à être masquée ou déposée à l'occasion du chantier devra être rétablie.

L'entreprise E.T.M. doit, en outre et le cas échéant, respecter les prescriptions particulières de l'arrêté de police réglementant la circulation à l'occasion du chantier.

L'entreprise E.T.M. a la charge de la signalisation et est responsable des accidents pouvant survenir par défaut ou insuffisance de cette signalisation, qui doit être maintenue de jour comme de nuit.

L'entreprise E.T.M. devra également maintenir en bon état de propreté, pendant toute la durée des travaux, l'espace qui lui est alloué et ses alentours. A la fin des travaux, le domaine public devra être laissé en parfait état. A défaut, la remise en état en sera effectuée par la collectivité au frais du pétitionnaire.

**Article 3 : Validité et renouvellement de l'autorisation**

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, et ne confère aucun droit réel à son titulaire : elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité.

En cas de révocation de l'autorisation ou au terme de sa validité en cas de non-renouvellement, son bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre immédiatement les lieux dans leur état primitif. En cas d'inexécution, procès-verbal sera dressé à son encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation.

**Article 4**

Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée. Son titulaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de la réalisation de ses travaux ou de l'installation de ses biens mobiliers.

Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions définies précédemment, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme duquel la collectivité se substituera à lui. Les frais de cette intervention seront à la charge du bénéficiaire et récupérés par l'administration comme en matière de contributions directes.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

**Article 5**

Ampliation du présent arrêté sera adressée à :

- Monsieur le Directeur de la Police Nationale,
- Monsieur le Directeur des Services Techniques
- Police Municipale de Chenôve
- L'entreprise E.T.M.
- ODIVEA

chargés, chacun en ce qui le concerne, d'en assurer l'exécution.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : Joëlle BOILEAU

Date : 16/04/2021

Qualité : 7ème Adjointe



**ARRÊTÉ DU MAIRE****Le Maire,**

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-6

VU le Code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 413-1

VU l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière et notamment le livre 1, 2ème partie, signalisation de danger et le livre 1, 4ème partie, signalisation de prescription

VU la demande de travaux effectuée sous le numéro 210682 par laquelle il est demandé l'autorisation d'installer un chantier dans l'emprise de la voirie au bénéfice de l'entreprise LHTP pour le compte de BOUYGUES TELECOM

VU la permission de travaux sur la voie publique délivrée par Dijon métropole, autorisant le demandeur à engager sur son domaine les travaux objets de la demande susvisée et fixant les prescriptions relatives à cette autorisation

VU le permis de stationnement autorisant l'entreprise LHTP à installer le chantier relatif à la demande sus-visée et fixant les prescriptions relatives à cette autorisation

**CONSIDÉRANT**

que pour assurer la sécurité et limiter les perturbations à la circulation lors du déroulement des travaux sur réseaux de télécommunications que doit réaliser l'entreprise LHTP pour le compte de BOUYGUES TELECOM, il est nécessaire de prendre des mesures spéciales de restriction de la circulation : RUE DE LONGVIC

**ARRÊTE****Article 1**

**Prorogation de l'arrêté n° ARST\_2021\_045 du 29/03/2021 jusqu'au 7/05/2021.**

A TITRE TEMPORAIRE - POUR CAUSE DE TRAVAUX  
LIMITATION DE VITESSE et NEUTRALISATION DE VOIE

54 RUE DE LONGVIC (Chenôve), à compter du 05/04/2021 et jusqu'au 07/05/2021, les prescriptions suivantes s'appliquent.

La circulation des piétons est interdite sur le trottoir.

Pour permettre aux piétons de circuler en toute sécurité, l'entreprise matérialisera un cheminement. Ce passage, d'un mètre quarante de largeur minimum, sera délimité au moyen de barrières.

La vitesse maximale autorisée des véhicules est fixée à 30 km/h.

**Article 2**

La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière sera mise en place par l'entreprise LHTP.

**Article 3**

Le présent arrêté devra être affiché visiblement sur les lieux.

**Article 4**

Ampliation du présent arrêté sera adressée à :

- Monsieur le Directeur de la Police Nationale,
- Monsieur le Directeur des Services Techniques,
- Police Municipale de Chenôve et DGAST
- L'entreprise LHTP
- BOUYGUES TELECOM

chargés, chacun en ce qui le concerne, d'en assurer l'exécution.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : Joëlle BOILEAU

Date : 17/04/2021

Qualité : 7ème Adjointe

**ARRÊTÉ DU MAIRE****Le Maire,**

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-6

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des collectivités territoriales

VU le Code général de la propriété des personnes publiques

VU le Code de la voirie routière,

VU la demande effectuée sous le numéro 210682 par laquelle LHTP pour le compte de BOUYGUES TELECOM sollicite l'autorisation d'occuper le domaine public pour réaliser son chantier

VU la permission de travaux sur la voie publique délivrée par Dijon métropole, autorisant LHTP pour le compte de BOUYGUES TELECOM à engager sur son domaine les travaux objets de la demande sus-visée et fixant les prescriptions relatives à cette autorisation

**CONSIDÉRANT**

que pour assurer la sécurité et limiter les perturbations sur l'espace public lors du déroulement des travaux relatifs à la demande susvisée que doit assurer l'entreprise LHTP pour le compte de BOUYGUES TELECOM, il est nécessaire de délivrer un permis de stationnement définissant les conditions d'installation du chantier RUE DE LONGVIC que cette occupation temporaire, pour la réalisation d'un chantier, n'est pas soumise à l'obligation de sélection prévue par l'article L22212-1-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.

**ARRÊTE****Article 1**

**Prorogation de l'arrêté n° ARST\_2021\_046 du 29/03/2021 jusqu'au 7/05/2021.**

L'entreprise LHTP est autorisée sous réserve de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, à occuper le domaine public 54 RUE DE LONGVIC du côté impair (Chenôve) sur trottoir et sur espaces verts, conformément à l'emprise de chantier définie dans la demande susvisée : à compter du 05/04/2021 jusqu'au 07/05/2021.

**Article 2**

La signalisation sera conforme à la réglementation en vigueur à la date de l'occupation de la dépendance domaniale, telle qu'elle résulte notamment de l'instruction sur la signalisation routière (livre I - 8ème partie - signalisation temporaire) approuvée par arrêté interministériel. Par ailleurs, la signalisation permanente qui viendrait à être masquée ou déposée à l'occasion du chantier devra être rétablie.

L'entreprise LHTP doit, en outre et le cas échéant, respecter les prescriptions particulières de l'arrêté de police réglementant la circulation à l'occasion du chantier.

L'entreprise LHTP a la charge de la signalisation et est responsable des accidents pouvant survenir par défaut ou insuffisance de cette signalisation, qui doit être maintenue de jour comme de nuit.

L'entreprise LHTP devra également maintenir en bon état de propreté, pendant toute la durée des travaux, l'espace qui lui est alloué et ses alentours. A la fin des travaux, le domaine public devra être laissé en parfait état. A défaut, la remise en état en sera effectuée par la collectivité au frais du pétitionnaire.

**Article 3** : Validité et renouvellement de l'autorisation

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, et ne confère aucun droit réel à son titulaire : elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité.

En cas de révocation de l'autorisation ou au terme de sa validité en cas de non-renouvellement, son bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre immédiatement les lieux dans leur état primitif. En cas d'inexécution, procès-verbal sera dressé à son encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation.

#### **Article 4**

Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée. Son titulaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de la réalisation de ses travaux ou de l'installation de ses biens mobiliers.

Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions définies précédemment, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme duquel la collectivité se substituera à lui. Les frais de cette intervention seront à la charge du bénéficiaire et récupérés par l'administration comme en matière de contributions directes.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

#### **Article 5**

Ampliation du présent arrêté sera adressée à :

- Monsieur le Directeur de la Police Nationale,
- Monsieur le Directeur des Services Techniques
- Police Municipale de Chenôve
- L'entreprise LHTP
- BOUYGUES TELECOM

chargés, chacun en ce qui le concerne, d'en assurer l'exécution.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : Joëlle BOILEAU

Date : 17/04/2021

Qualité : 7ème Adjointe

**ARRÊTÉ DU MAIRE****Le Maire,**

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-6

VU le Code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 413-1

VU l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière et notamment le livre 1, 2ème partie, signalisation de danger et le livre 1, 4ème partie, signalisation de prescription

VU la demande de travaux effectuée sous le numéro 210686 par laquelle il est demandé l'autorisation d'installer un chantier dans l'emprise de la voirie au bénéfice de l'entreprise LHTP pour le compte de BOUYGUES TELECOM

VU la permission de travaux sur la voie publique délivrée par Dijon métropole, autorisant le demandeur à engager sur son domaine les travaux objets de la demande susvisée et fixant les prescriptions relatives à cette autorisation

VU le permis de stationnement autorisant l'entreprise LHTP à installer le chantier relatif à la demande sus-visée et fixant les prescriptions relatives à cette autorisation

**CONSIDÉRANT**

que pour assurer la sécurité et limiter les perturbations à la circulation lors du déroulement des travaux sur réseaux de télécommunications que doit réaliser l'entreprise LHTP pour le compte de BOUYGUES TELECOM, il est nécessaire de prendre des mesures spéciales de restriction de la circulation : RUE DE LONGVIC

**ARRÊTE****Article 1**

**Prorogation de l'arrêté n° ARST\_2021\_049 du 29/03/2021 jusqu'au 07/05/2021.**

A TITRE TEMPORAIRE - POUR CAUSE DE TRAVAUX  
LIMITATION DE VITESSE et NEUTRALISATION DE VOIE

54 RUE DE LONGVIC du côté pair (Chenôve), à compter du 05/04/2021 et jusqu'au 07/05/2021, les prescriptions suivantes s'appliquent.

La circulation des piétons est interdite sur le trottoir.

Pour permettre aux piétons de circuler en toute sécurité, l'entreprise matérialisera un cheminement. Ce passage, d'un mètre quarante de largeur minimum, sera délimité au moyen de barrières.

La vitesse maximale autorisée des véhicules est fixée à 30 km/h. La circulation est rendue libre chaque soir.

**Article 2**

La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière sera mise en place par l'entreprise LHTP.

**Article 3**

Le présent arrêté devra être affiché visiblement sur les lieux.

**Article 4**

Ampliation du présent arrêté sera adressée à :

- Monsieur le Directeur de la Police Nationale,
- Monsieur le Directeur des Services Techniques,
- Police Municipale de Chenôve
- DGAST
- L'entreprise LHTP



- BOUYGUES TELECOM

chargés, chacun en ce qui le concerne, d'en assurer l'exécution.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : Joëlle BQILEAU

Date : 17/04/2021

Qualité : 7ème Adjointe

## ARRÊTÉ DU MAIRE

### Le Maire,

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-6  
VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des collectivités territoriales  
VU le Code général de la propriété des personnes publiques  
VU le Code de la voirie routière,  
VU la demande effectuée sous le numéro 210686 par laquelle LHTP pour le compte de BOUYGUES TELECOM sollicite l'autorisation d'occuper le domaine public pour réaliser son chantier  
VU la permission de travaux sur la voie publique délivrée par Dijon métropole, autorisant LHTP pour le compte de BOUYGUES TELECOM à engager sur son domaine les travaux objets de la demande sus-visée et fixant les prescriptions relatives à cette autorisation

### CONSIDÉRANT

que pour assurer la sécurité et limiter les perturbations sur l'espace public lors du déroulement des travaux relatifs à la demande susvisée que doit assurer l'entreprise LHTP pour le compte de BOUYGUES TELECOM, il est nécessaire de délivrer un permis de stationnement définissant les conditions d'installation du chantier RUE DE LONGVIC que cette occupation temporaire, pour la réalisation d'un chantier, n'est pas soumise à l'obligation de sélection prévue par l'article L2212-1-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.

### ARRÊTONS

#### **Article 1**

**Prorogation de l'arrêté n° ARST\_2021\_050 du 29/03/2021 jusqu'au 07/05/2021.**

L'entreprise LHTP est autorisée sous réserve de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, à occuper le domaine public 54 RUE DE LONGVIC du côté pair (Chenôve) sur trottoir, sur chaussée et sur espaces verts, conformément à l'emprise de chantier définie dans la demande susvisée.

#### **Article 2**

La signalisation sera conforme à la réglementation en vigueur à la date de l'occupation de la dépendance domaniale, telle qu'elle résulte notamment de l'instruction sur la signalisation routière (livre I - 8ème partie - signalisation temporaire) approuvée par arrêté interministériel. Par ailleurs, la signalisation permanente qui viendrait à être masquée ou déposée à l'occasion du chantier devra être rétablie.

L'entreprise LHTP doit, en outre et le cas échéant, respecter les prescriptions particulières de l'arrêté de police réglementant la circulation à l'occasion du chantier.

L'entreprise LHTP a la charge de la signalisation et est responsable des accidents pouvant survenir par défaut ou insuffisance de cette signalisation, qui doit être maintenue de jour comme de nuit.

L'entreprise LHTP devra également maintenir en bon état de propreté, pendant toute la durée des travaux, l'espace qui lui est alloué et ses alentours. A la fin des travaux, le domaine public devra être laissé en parfait état. A défaut, la remise en état en sera effectuée par la collectivité au frais du pétitionnaire.

**Article 3** : Validité et renouvellement de l'autorisation

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, et ne confère aucun droit réel à son titulaire : elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité.

En cas de révocation de l'autorisation ou au terme de sa validité en cas de non-renouvellement, son bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre immédiatement les lieux dans leur état primitif. En cas d'inexécution, procès-verbal sera dressé à son encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation.

#### **Article 4**

Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée. Son titulaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de la réalisation de ses travaux ou de l'installation de ses biens mobiliers.

Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions définies précédemment, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme duquel la collectivité se substituera à lui. Les frais de cette intervention seront à la charge du bénéficiaire et récupérés par l'administration comme en matière de contributions directes.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

#### **Article 5**

Ampliation du présent arrêté sera adressée à :

- Monsieur le Directeur de la Police Nationale,
- Monsieur le Directeur des Services Techniques
- Police Municipale de Chenôve
- L'entreprise LHTP
- BOUYGUES TELECOM

chargés, chacun en ce qui le concerne, d'en assurer l'exécution.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : Joëlle BOILEAU

Date : 17/04/2021

Qualité : 7ème Adjointe

**ARRÊTÉ DU MAIRE****Le Maire,**

Vu le Code Général des collectivités territoriales,  
Vu le Code de la route,  
Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation routière,

Considérant qu'il y a lieu de restreindre la capacité de stationnement sur le secteur nord/ouest de la rue Olympe de Gouges, dans le cadre de la construction du nouveau gymnase du Mail, conformément au plan d'installation du chantier défini dans le document graphique joint au présent arrêté :

**ARRÊTE****Article 1 :**

Cette réglementation temporaire est autorisée jusqu'au 31/12/2022, suivant l'avancement des travaux organisés sur trois séquences :

- Séquence 1 : construction partielle du nouveau gymnase, sur le secteur nord de la plateforme.
- Séquence 2 : déconstruction du gymnase vétuste existant.
- Séquence 3 : fin de construction pour le secteur sud du bâtiment et les abords (espaces paysagers, parking, city-stade).
- 12 emplacements de stationnement sont impactés par cette interdiction, avec un accès chantier implanté au droit du pignon est du gymnase existant.

**Article 2 :**

La base de vie du chantier est implantée sur le secteur sud du gymnase existant, avec un principe technique défini ainsi :

- Une structure modulaire servant de salle de réunion.
- Une structure modulaire servant de vestiaire.
- Une structure modulaire servant de réfectoire.
- Un double bloc sanitaire aménagé dans une structure modulaire mobile.

**Article 3 :**

Des cheminements sécurisés pour les piétons vont être aménagés rue de la Fontaine du Mail et sur le secteur ouest de la rue Olympe de Gouges. Une signalisation routière adaptée réglementera le confort de ces cheminements doux.

**Article 4 :**

Les accès à l'école primaire En Saint Jacques seront aménagés, afin de garantir la parfaite sécurité des parents et des enfants.

Logistique déployée à compter du 26 avril 2021 :

- Présence de deux agents ASVP devant l'école, aux heures d'ouverture et de fermeture de l'établissement scolaire.
- Matérialisation d'un passage pour piétons provisoire, au droit du double parvis d'accès de l'école (maternelle et élémentaire).
- Accès par le secteur nord de l'école, côté petit Mail, avec fermetures dès l'entrée et la sortie des enfants, conforme au plan VIGIPIRATE défini pour la sécurisation de l'enceinte scolaire.

**Article 5 :**

Cet arrêté doit obligatoirement être affiché par l'entreprise S.A.S FERRON sur le chantier, pendant toute la durée des travaux.

**Article 6 :**

Tout véhicule en infraction aux règles de stationnement susvisées sera considéré comme conférant un caractère gênant au sens de l'article R 417-10 du code de la route et pourra être mis en fourrière, étant précisé que les frais seront à la charge du titulaire de la carte grise du véhicule enlevé.

**Article 7 :**

Une signalisation temporaire sera mise en place par l'entreprise S.A.S FERRON sous le contrôle du Maître d'œuvre, du SPS, et de la Police Municipale.

**Article 8 :**

Messieurs les Agents de la Force Publique, Police Nationale et les Policiers Municipaux seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**Article 9 :**

Copie du présent arrêté sera adressée à :

Monsieur le Président de Dijon Métropole,  
Monsieur le Président du Conseil Départemental,  
Monsieur le Directeur de la Police Nationale,  
Monsieur le Directeur Général des Services,  
Monsieur le Directeur des Services Techniques,  
Monsieur le Directeur des sports  
Monsieur le Directeur de l'éducation,  
SDIS,  
CORIANCE,  
MUSSP  
Police Municipale,  
Affichage.

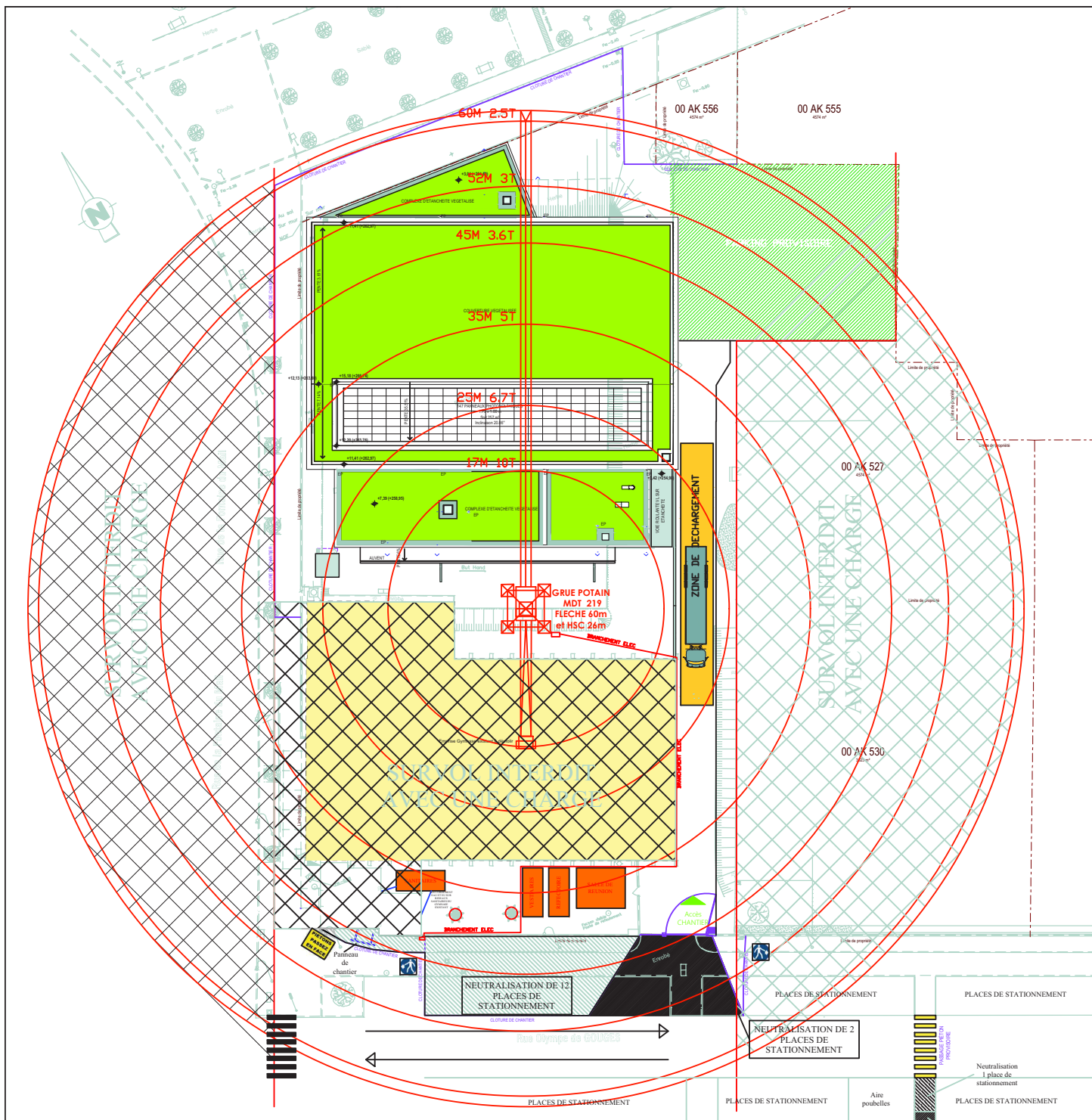
Fait à CHENÔVE,



Signé par : Joëlle BOILEAU

Date : 21/04/2021

Qualité : 7ème Adjointe



PLAN D'INSTALLATION DE CHANTIER		Date	
31/03/2021			
Ind.	Modifications	Date impl.	Indice
A	MISES A JOUR ZONES INTERDITES ET ACCES PIETONS	6/04/2021	IND A

<div style="background-color: red; color: white; padding: 10px; display: inline-block;">S.A.S FERRON</div>		GYMNASSE DU MAIL
--	--	------------------

DECONSTRUCTION-RECONSTRUCTION DU GYMNASSE DU MAIL RUE OLYMPE DE GOUGE 21300 CHENOVE		1
--	--	---